

<http://divergences.be/spip.php?article752>

Revue libertaire internationale en ligne

**DIVERGENCES**

Nous sommes définis par les lignes que nous décidons de traverser ou d'accepter comme frontières

Jacques Langlois

# Stock-options

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2008 - N°12. Mars/march/märz 2008 - International - Economie - Lexique de la finance en crise -



Date de mise en ligne : mercredi 12 mars 2008

---

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

---

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L120xH92/langlois-b4198.jpg>

Ce sont des titres donnés aux dirigeants d'entreprise pour services rendus. Ils doivent être conservés pendant quelques années, à l'issue desquelles les heureux bénéficiaires peuvent les garder ou les céder sur le marché boursier. Cette rémunération supplémentaire (en plus des salaires, des parachutes dorés et des retraites en or massif) est le résultat d'une théorie anglo-saxonne dite de la relation « principal » (l'AG des propriétaires, c'est-à-dire des actionnaires) et l'agent (le PDG et cadres dirigeants). Le principal n'est jamais sûr de la compétence ou du dévouement de l'agent (aléa moral). Pour le fidéliser et augmenter le degré de confiance réciproque, on a inventé la carotte des stock-options. Les politicards (en France, les socialos) ont suivi le mouvement en les détaxant de toute cotisation sociale et en diminuant notablement le taux d'imposition des plus-values pour les cessions d'icelles.

Les « managers » en chef ont donc tout intérêt à faire péter la « valeur actionnariale » de l'action et la « valorisation boursière de la boîte » (actions pour la Bourse) pour faire cracher de la plus-value à leurs stock-options. D'abord ils ne seront pas débarqués. Ensuite ils touchent le jackpot. Tous les moyens ont été employés pour de tels prodiges. Faux bénéfices et dissimulation des pertes au sein de filiales intraquables perdues dans des paradis fiscaux ; valorisation de recettes attendues de brevets, surestimation de la valeur de monopole des marques et logos, manipulation des provisions et des créances douteuses, etc. Ces artifices, qui ont donné les scandales Enron, Vivendi, Worldcom, Tyco, Parmalat, ont été grandement facilités par les nouvelles normes comptables internationales (IFRS, International Financial Report Standard), pondues par une association privée américaine (IASB, International Accountant Standard Board) et avalisées par les politicards et institutions publiques. Ces normes demandent que les actifs soient valorisés à leur valeur de marché et non plus comptable. Cela pousse donc à survaloriser les actifs, surtout les immatériels (brevets, logos, marques, etc.). Remarquons que ce sont les mêmes politicards qui crient aujourd'hui à la nécessité d'une re-régulation de la finance. Un des moyens les moins subtils, autorisé lui aussi par les politicards, est le rachat par une entreprise de ses propres actions. À bénéfice égal, celui-ci étant réparti entre moins d'actions, le profit net par titre augmente mécaniquement, ce qui déclenche une survalorisation par la Bourse et une plus-value pour les titres y restant. C'est ce qu'on appelle « créer de la valeur pour l'actionnaire » !